

Taxe d'accise—Loi

M. Gillies: Le but principal, c'est de pénaliser le pauvre!

M. Blackburn: Le député de Don Valley a raison (M. Gillies), le but principal est de pénaliser le pauvre. Si ce n'est pas là ce qu'on cherche avant tout, c'est du moins ce qui va se produire si la taxe est adoptée.

Prenons le cas des médecins. Je ne m'oppose pas à ce qu'on leur permette d'amortir leur voiture, de la prendre en déduction s'ils s'en servent pour leur travail quotidien. Mais nous savons que beaucoup de médecins font très peu de visites à domicile de nos jours. Cela leur arrive, mais en général le malade passe à la chirurgie ou à l'hôpital. Pourtant, les médecins peuvent déduire cette taxe de 10 cents le gallon et réclamer une forte allocation d'amortissement pour leur voiture. Si un médecin vit dans une grande ville et n'a pas honte de rouler en Cadillac ou en Lincoln et de changer de voiture tous les ans, le montant de la dépréciation de sa voiture sera énorme. C'est le genre de choses auxquelles nous avons assisté sous les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédés depuis que l'impôt sur le revenu existe.

M. Turner (Ottawa-Carleton): C'est-à-dire depuis 1917.

M. Blackburn: Exact. Mais qu'en est-il du travailleur et de la travailleuse qui sont obligés d'aller au travail en automobile? Il est indispensable d'avoir une voiture dans la plupart de nos villes, en particulier dans les villes moyennes. L'automobile est aussi nécessaire dans les régions rurales où il arrive qu'il soit nécessaire de rouler 15 ou 20 milles pour aller au travail. Or tous ces gens-là ne peuvent déduire cette taxe d'accise de 10 cents par gallon de leurs impôts ni réclamer d'allocation d'amortissement. J'ose dire qu'ils font pourtant beaucoup plus de milles que le médecin qui se rend en voiture de son domicile à son bureau.

Quand est-ce que tout cela va changer? Quand allons-nous nous rendre compte que, même si nous ne sommes pas tous égaux en matière d'aptitudes, d'ambitions ou d'intelligence, nous sommes tous égaux devant la loi, et nous méritons le même traitement au nom du principe de l'égalité en matière fiscale. Le problème, c'est que le gouvernement libéral n'a pas encore saisi cette égalité.

Nous avons parlé de la répercussion de cette taxe sur le mazout, et nous constatons que le prix du gaz naturel est à la hausse. Nous vivons dans une période de forte inflation, et pourtant on nous propose un budget qui consacre la spirale inflationniste. Je ne vois pas ce qui peut pousser le ministre des Finances à nous présenter un bill destiné à entraîner une hausse de deux points du coût de la vie. Nous payons \$2.20 la livre de bacon et plus d'un dollar la douzaine d'œufs, et ce sont là des produits de base. Un modeste appartement à Brantford pour une famille d'un ou deux enfants coûte au minimum \$150 ou \$160 par mois.

Le chômage sévit, et ce bill n'aidera certes pas à l'atténuer. En janvier prochain, il risque d'y avoir environ 900,000 ou peut-être même un million sans travail au pays.

A quoi tout cela rime-t-il, madame l'Orateur? Nous nous attendions à ce que le budget et ce bill en particulier arrêtaient la spirale inflationniste ou au moins l'atténuent et nous espérons aussi des mesures de nature à stimuler l'emploi. Ce bill ne fera ni l'un ni l'autre. Il traduit une attitude de rafistolage et de méli-mélo typique: «Si l'on peut résoudre une petite partie du problème maintenant, attendons encore trois ou quatre mois et voyons ce qui arrivera».

[M. Blackburn.]

● (2150)

Ce n'est pas ainsi qu'il faut aborder le problème. Nous devons planifier notre économie intérieure, c'est-à-dire l'économie du Canada, de façon à ne pas souffrir de ces hauts et ces bas, de périodes d'inflation et de chômage élevés et simultanés, et de périodes de prospérité suivies de périodes de récession. Rien n'indique que le bill C-66 régularisera le cycle des affaires du pays. Je ne parle pas des répercussions de l'inflation importée ou des économies étrangères. Je parle de notre pays, de nos problèmes d'urbanisation, de loyers, d'hypothèques et de logement. Ce budget fait peu pour l'habitation.

Je veux parler d'autres aspects du bill C-66 qui touche en fait à l'essentiel du problème auquel fait face notre pays. Nous essayons de combattre l'inflation mais, en même temps, nous l'attisons. Nous forçons non seulement quelques Canadiens, non seulement les Canadiens à l'aise, non seulement les Canadiens à revenu moyen, mais tous les Canadiens, dont la grande majorité sont des petits et moyens salariés, à payer plus pour un produit qui provient de notre propre sol, qui est produit par des travailleurs canadiens et qui est financé en grande partie par les Canadiens et qui pourrait l'être en totalité, si nous nous y prenions de la bonne façon.

Le parti d'opposition à ma droite et le parti libéral ont toujours essayé de nous bernier en disant que le taux d'inflation est de 25 p. 100 en Grande-Bretagne, de 17 p. 100 en Italie, et ainsi de suite. Les Canadiens n'acceptent plus cet argument. Si nous devons compter sur l'Italie ou la Grande-Bretagne pour notre pétrole, parfait; que pourrions-nous faire d'autre que de payer leurs prix? Mais nous avons le pétrole; les sables bitumineux représentent d'importantes réserves de pétrole. Nous n'avons pas besoin de payer l'essence \$2 le gallon. Nous n'avons pas besoin de payer ce que nous payons maintenant. Les députés parlent de ce qu'ils doivent payer dans le nord du pays. Je vous assure, madame l'Orateur, que dans le sud de l'Ontario, où les prix de l'essence sont censés être les plus bas, on paie entre 78 et 82 cents le gallon, selon l'endroit où on l'achète.

Une voix: Vous devriez voir les prix sur la 401.

M. Blackburn: Le député parle des prix sur l'autoroute 401. Il ne fait aucun doute que ces prix sont élevés. Peut-être pourriez-vous quitter l'autoroute et acheter de l'essence à meilleur compte à quelques milles de là.

La difficulté est la suivante: nous ne savons pas comment gérer nos propres ressources. Bien sûr, nous pouvons les mettre en valeur, mais en suppliant les sociétés étrangères de le faire. Le problème, c'est la distribution de nos ressources nationales. Le gouvernement impose cette taxe d'accise sous le prétexte qu'il désire économiser l'énergie alors qu'en réalité, il désire augmenter ses revenus; à mon avis, il roule les Canadiens. Et je crois que les gens le savent.

Je suis député à la Chambre depuis bientôt cinq ans et je connais bien des députés qui sont ici depuis plus longtemps. D'accord, il s'agit d'une tribune politique, c'est l'endroit où faire de beaux discours et gagner la confiance du peuple. J'ai toujours eu l'impression que le parti libéral se prenait pour le représentant de Dieu le Père et de la majorité de l'électorat canadien. Pour ce qui est de Dieu le Père, je n'en sais rien, mais je rappellerai à mes amis et adversaires libéraux à la Chambre qu'ils ne représentent pas la majorité des électeurs canadiens. C'est nous qui les représentons. Vous devriez vous en souvenir lorsque vous présentez des bills comme le bill C-66. Vous croyez pouvoir